

Ajournement d'été

M. l'Orateur adjoint: La Chambre consent-elle à l'unanimité à entendre le député?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

Des voix: Deans a dit non!

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur l'Orateur, je ne voudrais pas créer une fausse impression. Je n'ai pas nié au député le droit d'intervenir. Je ne faisais que hocher la tête devant l'effort pitoyable qu'il déployait. Je ne pouvais concevoir qu'on puisse vouloir infliger plus longtemps cette épreuve à la Chambre.

J'ai écouté avec intérêt les orateurs qui m'ont précédé. J'ai écouté le député de Lincoln (M. Mackasey) avec grand intérêt, espérant saisir quelque indice de ce que croyaient vraiment les Libéraux. J'ai écouté le député de Saskatchewan-Ouest—je veux dire de Saskatoon-Ouest . . .

M. Hnatyshyn: Saskatchewan est le nom de la province; Saskatoon, celui de la ville.

M. Deans: Je le sais. J'ai donc écouté le député de Saskatoon-Ouest (M. Hnatyshyn) avec intérêt parce que pour une raison ou pour une autre il semblait vouloir parler davantage du NPD que de la question à l'étude. Tout en l'écoutant, je comparais ce qu'il disait à ce qu'avaient dit d'autres députés conservateurs au cours de la dernière semaine ou de la dernière dizaine de jours à propos de la politique énergétique en général et de la question du tronçon canadien du gazoduc, en particulier, et j'en suis arrivé à la conclusion que le parti conservateur avait, sur cette question du moins, plus de positions que n'en avaient recensées Masters et Johnson, pour reprendre l'expression d'un de mes bons collègues.

M. McDermid: C'est Bill Davis qui s'est servi de cette expression à votre sujet il y a trois semaines.

M. Deans: Il est honteux que l'on n'ait pas vraiment parlé de ce problème très critique. Nous vivons un jour important dans l'histoire du Canada. Nous débattons une question qui pourrait bien décider de l'avenir économique de notre pays. Nous sommes en train de décider si notre pays pourra devenir autosuffisant grâce aux réserves énergétiques qui existent d'un bout à l'autre de notre territoire. Nous parlons de la richesse la plus précieuse qu'un pays puisse posséder. Nous sommes extrêmement chanceux comme pays puisque nous disposons de différentes formes d'énergie en quantité suffisante pour assurer notre autosuffisance. Nous pouvons compter sur des réserves d'énergie dont disposent bien peu de pays industrialisés. Nous avons tout ce qu'il faut pour développer notre économie, créer de l'emploi et assurer une qualité de vie unique au monde. Or, le gouvernement a pris une décision qui autorise qu'une partie de cette précieuse énergie dont nous aurons sûrement besoin à l'avenir, soit exportée aux États-Unis sans songer à des moyens de la remplacer, sans songer au prix qu'il faudra la payer ou encore au simple fait que les générations futures en auront besoin. Voilà la question qui se pose aujourd'hui, voilà la question dont il faut débattre aujourd'hui.

● (2020)

J'ai cru un moment que le parti libéral avait compris la question. J'ai écouté avec intérêt les discours faits par les

libéraux depuis un an. J'ai lui avec intérêt ce qu'ils avaient dit au cours des débats à la Chambre des communes avant la dernière élection, et ensuite durant la campagne électorale. J'ai lu avec intérêt les discours du ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gray). Voilà un vrai nationaliste, du moins il se fait passer pour tel. Voici un passage d'un discours du ministre paru dans le *hansard* du 12 décembre 1979:

La réponse des conservateurs au problème que nous éprouvons au chapitre de la balance des paiements est d'encourager les exportations des matières premières non renouvelables et non traitées. Voilà à quoi revient en réalité leur décision de permettre l'exportation accrue de notre gaz naturel. Au lieu de s'en servir pour développer et étendre l'industrie pétrochimique nationale, au lieu de s'en servir comme substitut au pétrole importé, les conservateurs ont convenu de l'exporter et ceci sans réussir à obtenir en retour l'engagement de la part des Américains de nous approvisionner plus tard en gaz pour le même prix que nous exigeons pour notre gaz naturel.

Il a poursuivi ainsi:

Ils l'ont fait sans obtenir en retour que les États-Unis assurent un plus grand accès sur leur marché à nos produits manufacturés. Les conservateurs ont autorisé ces exportations sans réussir à obtenir d'engagement définitif au sujet de la construction du pipe-line du Nord. Ils n'ont pas réussi à obtenir l'engagement définitif de la part des producteurs de gaz que ces derniers financeront et construiront le pipe-line de gaz naturel jusqu'à la région atlantique du Canada. En lieu et place, du début jusqu'à la fin de ce budget, on demande aux Canadiens d'assumer la hausse des prix du combustible et la hausse des impôts, en prétextant de vouloir aider le Canada à devenir autonome sur le plan énergétique.

Et il a encore ajouté:

Mais dans la mesure où l'on se sert de cet argent pour découvrir de nouvelles réserves de pétrole et de gaz naturel, je demande à la Chambre quelle assurance le gouvernement conservateur a-t-il donnée aux Canadiens à revenu faible et moyen que les nouvelles réserves découvertes avec leurs deniers ne seront pas simplement exportées aux États-Unis.

C'est ce qui se passe pour une bonne partie des réserves de gaz naturel découvertes récemment au Canada, avec l'argent provenant des prix plus élevés et des impôts payés par les contribuables canadiens. C'est ce qu'a déclaré le ministre actuel de l'Industrie et du Commerce au cours du débat sur le budget. Quand on lit cela, on pense aussitôt: «Voilà un homme qui comprend la nature du problème.» Mon collègue assis à côté de moi a chuchoté dans sa barbe: Quel faux jeton. J'aimerais qu'il le dise plus fort.

Une voix: Quel faux jeton.

M. Deans: Merci, c'est évident pour tout le monde. Bien sûr, le ministre de l'Industrie et du Commerce n'est pas le seul. Il n'est pas le seul faux jeton sur les banquettes libérales.

M. Broadbent: N'oubliez pas les conservateurs.

M. Deans: Nous en viendrons aux conservateurs. Je voudrais parler du ministre des Finances actuel (M. MacEachen). Avant le comité permanent du pipe-line du Nord, il a déclaré le 2 mars 1979:

Le gouvernement va insister pour qu'on lui garantisse que l'ensemble du pipe-line sera bien construit et que la totalité du projet sera financée avant de donner le feu vert pour la construction du premier tronçon canadien.

C'est ce qu'a dit le ministre des Finances. Voilà un autre faux jeton. Puis, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde), bonne âme, a parlé au nom des Canadiens pour défendre leurs intérêts supérieurs. Comme en témoigne le compte rendu de la Chambre des communes de l'automne 1979, il a déclaré: